L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 72 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI MATIN, 22 FEVRIER.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Le Sud et l'Administration.

Attitude nouvelle du parti républicain.

Sa neutralité probable vis-à-vis des gouvernements du Sud.

Il paraît vouloir laisser les populations du Sud maîtresses chez elles.

Washington, 21 février 1877 — Quelques personnes bien informées savaient déjà que l'administration se disposait sérieusement à se débarrasser du fardeau de la Louisiane et de la Caroline du Sud. Il n'y avait qu'une difficulté: un membre du cabinet, bien connu pour son radicalisme, refusait de prêter les mains à la nouvelle politique. Mais dimanche dernier, il est arrivé ici un Louisianais, depuis longtemps l'ami intime de l'honorable sénateur et qui a été son compagnon de classe. Il est toujours et l'un pour l'autre la plus sincère estime et une affection que le temps n'a fait qu'accroître. Et bien! ce Louisianais a vu le ministre et il est parvenu à le rallier aux vues du reste du cabinet.

Les républicains qui s'étaient pas dans le secret ont été abasourdis ce matin en lisant dans le *National Republican* un article de fond avec double interligne déclarant que l'administration doit s'affranchir du lourd fardeau des gouvernements radicaux de la Louisiane et de la Caroline du Sud. Voici un passage de l'article en question:

"En vue de la probabilité que l'administration restera entre les mains du parti républicain, il convient de suggérer que ces changements dans la ligne de conduite suivie jusqu'à présent où que devrait tout de suite réaliser le gouvernement. Il n'y a plus rien qui puisse séparer le Nord et le Sud; tout, au contraire, nous conseille l'union et l'harmonie. Comme premier pas vers l'accomplissement de cet accord amical, nous sommes d'avis qu'on respecte les gouvernements actuels des Etats du Sud, afin qu'ils se consolident ou qu'ils périssent, selon que le peuple de chaque Etat se prononcera pour ou contre eux, avec cette seule restriction que toute violence sera évitée et que la paix sera maintenue. Nous sommes d'avis qu'on invite les hommes d'Etat du Sud, ayant la confiance et l'appui de leurs concitoyens, à venir prendre place dans les conseils de l'administration."

Dans un autre article sur le Sud on lit ceci:

"Une nouvelle ère politique s'est annoncée hier pour le parti républicain. Les hommes d'Etat du Sud, sincères patriotes, se sont prononcés contre toute tentative destinée à annuler le verdict rendu par le tribunal arbitral où à en empêcher l'exécution. C'est l'acte le plus courageux et le plus sage que les années puissent avoir enregistré depuis un demi-siècle. Cet acte honore le Sud, il donne aussi la mesure de la virilité et de l'intégrité de son peuple."

Ces articles qui, on le sait, sont approuvés du Président et de ses amis les plus élevés dans la hiérarchie politique, excitent tout en ce moment le plus vif intérêt. Le démembrement des vieux républicains est, du coup, devenu une question secondaire: il n'est pourtant question que de l'attitude nouvelle de l'administration.

Les élections du Mississippi.

Washington, 21—L'hon. E. Barksdale, électeur général de Tilden et membre du comité démocratique national, s'est fait entendre comme témoin au sujet des affaires du Mississippi. Depuis, dit-il, que cet Etat est gouverné par les démocrates, la plus grande harmonie règne parmi toutes les classes de la population. Le témoin a déclaré qu'il avait pris part aux campagnes électorales de 1875 et de 1876 et qu'il sait comment elles ont été dirigées.

Les démocrates avaient promis aux gens de couleur toute la protection nécessaire et ainsi que le vote de tous impartiales: la législature démocratique a réalisé cette double promesse, ainsi que l'ont reconnu les membres républicains de couleur des deux Chambres à la fin des deux dernières sessions. Le témoin a été consulté par des membres du comité démocrate des comtés de Hinds et de Lee, pendant la campagne de 1876; il n'a jamais entendu parler de doubles clefs pour les urnes avant que Lester en eut fait mention. Il est allé aux informations auprès des membres du comité, et ils ont tous énergiquement nié la chose, se déclarant prêts à venir se faire interroger comme témoins.

Encore et toujours M. Madison Wells.

Washington, 21—M. J. P. Kennedy a été interrogé ce matin comme témoin. Il a déclaré que dans une entrevue qu'il a eue le 12 janvier avec Wells, celui-ci lui a dit qu'il n'était pas trop tard pour rectifier le dénouement du vote de la Louisiane, qu'il était disposé à le faire et à élire Nicholls, mais qu'il voulait savoir si sa vie et sa fortune seraient protégées et quelles garanties lui seraient offertes dans ce but.

CONGRES.

CHAMBRE.

Washington, 21—Divers bills d'allocations et civiles sont discutés jusqu'à la levée de la séance.

Washington, 21—Le Sénat est retourné dans la salle de son délibérations à 1 heure moins dix minutes et s'est occupé d'affaires législatives ordinaires.

E. Sargent, de la Californie, a présenté, de la part du comité des allocations, le bill de déficit amendé.

Le bills législatif et postal passent avec nombre d'amendements, y compris un demi million de sous-bills, présenté par Mr Bogy pour les steamers de la malle entre la Nouvelle Orléans et le Brésil.

Sherman, du comité de finance, rapporte un bill pour aider à la reprise des paiements en espèces.—Suspension de la séance.

La question de subvention pour la malle de Californie et de Chine étant sous considération, M. Bogy dit qu'il devrait y avoir un service postal entre la Nile Orléans et le Brésil. Toutes les exportations de ce pays dans l'Amérique du Sud devraient se faire par la vallée du Mississippi. Ce commerce est perdu. La petite république Argentine importe de l'Angleterre jusqu'à concurrence de six millions annuellement, rendant ce son commerce avec les E.-U. ne dépasse pas $300 000.

Mr. Burnside exprime aussi l'avis qu'il devrait y avoir une ligne de steamers entre la Nouvelle-Orléans et le Brésil. Il appuie fortement l'opinion de Mr. Bogy.

Ce dernier présente un amendement à celui de Mr. Hamlin, allouant $500,000 ce qui sera nécessaire pour un service mensuel entre la Nile-Orléans et Rio de Janeiro, et le directeur général des postes est autorisé à entrer en arrangement avec toute compagnie américaine qui voudra établir ce service. Les navires ne jaugeront pas moins de 2000 tonneaux.

Mr Hamlin présente un amendement portant que la construction des navires sera l'inspection d'officiers de la marine fédérale, lequel amendement est agréé et le bill adopté.

Le Sénat insiste pour que le traitement du Président reste fixé à $50,000.

Le dépouillement du vote électoral.

L'Oregon.

Washington, 21 fév—Les deux Chambres ont accepté le vote de Nevada. Le dépouillement s'est fait rapidement et l'on est enfin arrivé à l'Oregon. Pour cet Etat, tous les documents adressés au président du Sénat ont été lus. Les lettres de créance des électeurs de Hayes sont certifiées par un notaire: ces derniers y ont joint un rapport complet des élections par comtés, que le secrétaire d'Etat a certifié.

Il y a dans la Chambre cinquante-neuf irrégularités. Il peuvent ajouter à leur objection à l'admission du vote de la Caroline du Sud les témoignages recueillis dans cet Etat par le comité congressionnel et gagner ainsi cinq jours. La minorité peut facilement annuler l'effet de la loi électorale et elle veut user de ses avantages en employant la tactique parlementaire. Il est difficile de prévoir ce qui arrivera.

Le gouverneur Grover, de l'Oregon, ne mentionne pas Watts dans ses certificats. Il parle seulement "d'électeurs éligibles", et désigne Cronin comme ayant reçu le plus grand nombre de voix.

Les copies de l'Oregon sont semblables de tout point à ceux des autres Etats: ils donnent à Hayes deux voix et à Tilden une voix.

Le sénateur Mitchell a présenté l'objection du côté républicain.

Les objections ayant été lues, les deux chambres se sont séparées.

Les objections à l'Oregon terminent par l'assertion que le 6 décembre il exerçait les fonctions de maître de poste, place de confiance et de profit sous le gouvernement des Etats-Unis.

Objections au certificat de Watts.

1° Les papiers, comme cette fois certifiant des votes électoraux de l'Oregon, n'ont pas l'ordre et ne contiennent pas les signatures requises par les sections 132 et 133 des statuts généraux des Etats-Unis.

2° Les papiers n'ont pas l'attestation que le dit Watts, Edward, n'a pas été nommé par le Congrès ou par le président des Etats-Unis, maître de poste à Portland, dans l'Etat d'Oregon, et qu'il n'a pas été nommé par le président des Etats-Unis, par et avec le conseil et le consentement du Sénat